



Droit Devant

Bulletin d'information CGT des salarié-e-s des Professions Réglementées Auprès des Juridictions n°194

Le combat continue !!!

Le président de la république continue à vouloir mettre en application sa réforme des retraites quoiqu'il en coûte au pays. Pourtant cette réforme, ni la population, ni les syndicats, ni la majorité des députés n'en veulent. Les arguments économiques ont fait long feu. Il s'agit d'un simple positionnement idéologique.

Il a endossé, pour son premier mandat l'habit de président des riches avec pour seul étendard la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune et la baisse importante de l'imposition sur les revenus du capital. Pour son deuxième et dernier mandat, Macron se transforme en démolisseur de notre système de protection sociale. Il abîme ainsi notre régime de retraites et réduit drastiquement les droits des chômeurs.

A l'évidence, il s'agit pour lui de détruire toutes les dispositions issues du Conseil National de la Résistance (CNR) :

- Libéralisation financière,
- Flexibilisation du marché du travail,
- Privatisations,
- Chute de l'investissement public,
- Abandon de la planification à la française.

Dans une logique libérale, il a commencé par réduire les impôts et les cotisations sociales pour ensuite crier au déficit et à la dette. Cela lui permet ensuite de tailler dans les dépenses. Ainsi, selon la cour des comptes, le premier mandat de Macron s'est traduit par 60 milliards de baisse des prélèvements obligatoires en faveur des plus riches et des entreprises.

Pourtant :

- Aucune étude économique ne démontre un effet de ruissellement,
- Aucune étude ne fait le lien entre le niveau des cotisations sociales et la compétitivité d'un pays ou la capacité d'innovation des entreprises.

Les chiffres du think tank Rexecode explique que le coût salarial représente 18% de la valeur d'un produit industriel, ces fameux impôts de production qui feraient du mal à la France... qui ne représentent que 1%. Dans la même veine, la suppression de la cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) va coûter 8 milliards d'euros.

La France va emprunter sur les marchés 270 milliards d'euros pour combler les cadeaux faits au patronat.

Enfin, il faut noter que le temps de travail total a progressé de 18% depuis 1985 et les inégalités sociales ne font que s'accroître. La réforme des retraites de Macron est un pas de plus vers cet accroissement.

C'est pourquoi, nous appelons les salariés à se mettre en grève et à manifester le 6 juin.

Pour recevoir les bulletins sur votre boîte mail personnelle, il suffit d'envoyer un courriel à fsetud@cgt.fr avec la mention « PRAJ »

Fédération CGT des Sociétés d'Etudes